

Autriche, une leçon pour l'UE¹ :

*Si les politiques ne se battent pas lors des élections autour du projet européen démocratique conçu après 1945, alors ce sera celui des années 30 dont héritera de l'UE.
cf article de Décembre 1998 : « Quand l'UE tombera dans les mains des petits-fils de Hitler, ... »*

- Franck Biancheri, 6 février 2000 -

Constat: La crise autrichienne est devenue une crise européenne

L'Autriche est désormais dirigée par une coalition droite/extrême droite arrivée au pouvoir tout à fait démocratiquement, entraînant l'UE dans une crise politique très grave.

Depuis près de 4 mois l'Autriche était sans gouvernement du fait de l'incapacité de la coalition historique droite-gauche à se reconstituer une fois encore.

A peine le projet de nouvelle coalition entre M. SCHUSSEL et M. HAIDER connu, les partenaires de l'Autriche au sein de l'UE ont réagi très rapidement et avec une grande vigueur condamnant sans appel cette possibilité. Et, puisque leurs menaces sont restées sans effet, ils ont mis en œuvre toute une série de rétorsions bilatérales affectant l'ensemble des relations de l'Autriche avec ses partenaires de l'UE.

Depuis une semaine, les manifestations anti-gouvernementales parfois violentes se succèdent dans les grandes villes autrichiennes tandis que les milieux économiques européens refusent de s'impliquer de la moindre manière dans la polémique et pratiquent le « business as usual ». Les milieux intellectuels et politiques européens, dans un étrange mélange de sincérité et d'utilitarisme à destination domestique, annoncent le risque du retour d'Hitler pour demain. faisant ainsi preuve d'une «clairvoyance» qu'ils n'ont pourtant pas démontré ces dernières semaines en n'imaginant pas l'imminence d'une telle coalition en Autriche.

L'UE est aujourd'hui face à une très grave crise politique qui affecte directement son fonctionnement quotidien comme sa philosophie politique générale. Il s'agit donc bien d'une crise de l'UE tout autant que d'une crise autrichienne: peut-être la première grande crise politique européenne.

Analyse : Au-delà de la situation en Autriche, on assiste à la ré-émergence d'un autre projet européen concurrent de celui de 1957

L'unanimité des réactions des 14 autres Etats-Membres souligne clairement combien les politiques européens ressentent le grave danger que représente le précédent autrichien. Ce danger n'est pas en Autriche. Il est partout en Europe.

Faute de n'avoir rien vu venir, les classes politiques européennes et en particulier les partis de gauche se sont réveillés en sursaut en constatant que la droite pouvait être tentée par des alliances de gouvernement avec l'extrême-droite, que personne dans l'UE ne pouvait l'empêcher, que ces extrêmes-droites n'étaient plus incarnées par des personnalités vieillissantes mais par des équipes plutôt jeunes et qu'a priori (sauf à se satisfaire de l'idée que les Autrichiens sont fondamentalement différents des autres Européens), cela pouvait peut-être arriver n'importe où dans l'UE.

L'anticipation ayant vocation à être opérationnelle, reconnaissons la dénazification ratée de l'Autriche après 1945, gardons en-tête qu'elle renforce la divergence de mentalité entre un nouvel Etat-Membre et les Membres plus anciens de l'UE. Et, sachant qu'on ne peut pas refaire ce qui a été raté il y a 50 ans, évacuons cette donnée, pour passer à l'analyse de faits.

¹ Aux élections législatives du 3 octobre 1999, le FPÖ arrive à la deuxième place avec 415 voix d'avance sur l'ÖVP, derrière le SPÖ majoritaire mais incapable de former un gouvernement. Schüssel choisit de constituer une « coalition noire-bleue » avec les ultra-nationalistes et devient, le 4 février 2000, chancelier fédéral.

Depuis 1989, l'après-guerre et l'ordre du monde qu'il a instauré (y compris à l'intérieur de nos sphères politiques) s'éloigne rapidement accompagné de ses interdits et de ses certitudes. Il ne suffira plus de traiter quelqu'un de fasciste ou de nazi pour que cette personne soit disqualifiée du jeu politique; de la même manière que le traiter de communiste n'a plus cet effet depuis 1989. Certains le regretteront; mais c'est un fait. S'opposer à ces idées ou ces visions de l'Europe demandera désormais plus d'imagination, de conviction et d'actions.

L'unanimité européenne cache mal un vide stratégique total

Ce qui frappe en effet dans l'unanimité européenne à propos de l'Autriche, c'est d'abord son inefficacité et son absence de vision à long terme: aucune anticipation, aucune stratégie de long terme (a-t-on pensé à ce qu'on fera si le gouvernement autrichien ne prend pas des décisions condamnables juridiquement ou politiquement ? On lui donnera un satisfecit de « bon Européanisme démocratique» dans six mois ou un an ?) et surtout aucun impact sur l'Autriche (malgré les menaces, la coalition s'est constituée).

Menacer ou sanctionner sans résultats conduit souvent à des situations inverses de celle souhaitée, surtout quand on vise des processus démocratiques. Prenons un exemple récent, en tant que Français, il ne me semble pas que la coalition anti-France au moment de la reprise des essais nucléaires français ait eu le moindre impact en France voire même au contraire.

Enfin, ces sanctions unanimes l'ont surtout été parce que tous les gouvernements actuels de l'UE sont à gauche, sauf un, l'Espagne, qui est historiquement tenu d'être fortement anti fasciste du fait de la proximité encore chaude du franquisme. Si certains croient voir la preuve de l'émergence d'une vision politique européenne commune dans ces sanctions qu'ils imaginent seulement une seconde le cas de figure où la moitié des gouvernements de l'UE auraient été de droite! Un simple coup d'œil sur la manière dont le PPE traite ce problème suffit à comprendre.

Anticipation : Sortir de l'impasse institutionnelle et solliciter les peuples - La nécessaire entrée des politiques sur les thèmes européens

Avec l'Autriche, l'UE se trouve aujourd'hui face à deux urgences pour traiter d'abord un problème de court terme : (1) comment sortir de l'impasse dans laquelle va nous plonger la série de sanctions bilatérales sans donner un certificat de bonne conduite à M. HAIDER ? Et ensuite un problème de long terme : (2) comment s'opposer à la ré-émergence d'une vision raciste et xénophobe de l'Europe ?

Voici deux pistes opérationnelles pour conjuguer ces deux nécessités.

1. Création d'un Comité de Surveillance au plus haut niveau de l'UE, branché sur la société civile :

Il est probable que les deux membres de la coalition au pouvoir à Vienne vont tout faire pour éviter le moindre dérapage punissable par l'UE. Et, il serait inconscient de parier sur leur incompétence à réussir cela. M. HAIDER et ses troupes ont du temps devant eux. Ils visent la deuxième moitié de la décennie et peuvent « perdre » du temps.

Si d'ici 6 mois cette situation est avérée, les 14 autres Etats-Membres vont devoir progressivement réduire des sanctions qui du fait même de leur intensité ne peuvent pas être maintenues longtemps. Ils devront ainsi rejoindre une position plus proche de celle qu'a défendue la Commission, plus circonspecte en la matière.

Ce changement devra être simple et lisible pour l'opinion publique tout en servant l'objectif d'affaiblissement des idées véhiculées par M. HAIDER et son parti.

L'UE pourrait ainsi créer un comité ad hoc du Conseil (la troïka), assisté d'un Commissaire, comprenant trois ou quatre grandes ONG des droits de l'Homme, chargé de maintenir une surveillance constante de l'Autriche dans le domaine de la démocratie et des droits de l'homme.

Ce comité serait en relations avec la société civile autrichienne et devrait faire un rapport tous les mois aux dirigeants européens et aux opinions publiques avec possibilité de recommander de nouvelles sanctions si des infractions sont identifiées. Cette structure aurait l'avantage de pouvoir transformer les sanctions bilatérales en un mécanisme commun (évitant ainsi l'image désastreuse d'une « marche arrière ») et présentant une UE recours de la démocratie, ouverte au peuple autrichien.

Cela permettrait de doter l'UE d'une procédure en prévision d'autres crises semblables.

2. Soutenir rapidement la multiplication des liens avec les Autrichiens au niveau des citoyens:

Sur le long terme, il faut cibler les peuples. C'est d'eux que sortent M. HAIDER et ses idées. Il apparaît donc important que l'UE soutienne rapidement (et il faut désormais que ce mot ait un sens réel au sein des institutions en se déclinant en semaines et non plus en mois) une série d'initiatives lancées par les sociétés civiles autrichiennes et d'autres Etats-Membres visant à multiplier les contacts entre citoyens autrichiens et ceux de l'UE, soit le contraire de ce que les sanctions bilatérales impliquent aujourd'hui. Au-delà de leur impact sur la réalité autrichienne à court terme, il s'agit de lancer deux messages forts :

- *la démocratie est d'abord l'affaire des peuples* (ce ne sont pas des fonctionnaires qui vont expliquer à un peuple qu'il se trompe, mais d'autres peuples)
- *aujourd'hui, et surtout demain, c'est la société civile organisée qui devra être en première ligne*, et il lui faut rapidement devenir adulte en matière européenne (capacité d'analyse, d'influence, d'action, ...).

Mais cela ne suffira évidemment pas, car le fond du problème est avant tout politique.

Pour éviter que demain cinq ou six Etats-Membres soient dans le cas de l'Autriche (et là nous serons réellement entrés dans le cas de figure que je développais en Décembre 1998 dans l'article cité en introduction), ***il est crucial que les classes politiques de l'UE se saisissent du « levier européen » elles aussi, et arrêtent de l'abandonner aux politiciens extrémistes d'un côté et aux fonctionnaires de l'autre.***

Pour ce faire, elles doivent comprendre que la décennie à venir sera « faite d'Europe » y compris dans les élections nationales et que c'est désormais autour des thèmes européens que va se livrer une gigantesque bataille pour déterminer l'avenir de ce continent.

En effet. Si une majorité d'Autrichiens aujourd'hui ne prend pas comme « naturelles » certaines valeurs au cœur de la construction européenne depuis 1957, qu'en sera-t-il demain avec les pays d'Europe centrale et orientale dont l'histoire et la relation au projet communautaire sont encore plus distantes que ceux de l'Autriche? Réussir l'élargissement c'est aussi anticiper ces risques.

Et je ne m'attarde même pas sur la situation d'une UE comprenant la Turquie...